



ASSISTANT·ES et CONSEILLER·ÈRES TECHNIQUES DES SERVICES SOCIAUX DE L'ÉDUCATION NATIONALE :

UNE COLÈRE QUI DOIT ÊTRE ENTENDUE,

DES REVENDICATIONS QUI DOIVENT ÊTRE SATISFAITES

Le 19 mars, journée de grève dans toute la Fonction publique et journée mondiale du travail social :

Faisons-nous entendre, rendons-nous visibles !

Encore une fois les assistant·es et les conseiller·ères techniques des services sociaux de l'Éducation nationale sont les grand·es oublié·es... Lors de son discours de politique générale le 30 janvier dernier, le Premier ministre Gabriel Attal met en avant des priorités telles que la protection de l'enfance, le harcèlement, la santé mentale et psychologique des élèves, des missions qui sont celles des personnels sociaux. Et pourtant pas un mot sur ces personnels...

Quel mépris de la part de ce gouvernement pour les assistant·es et conseiller·ères techniques des services sociaux qui au quotidien tentent de faire leur travail dans des conditions qui ne cessent de se dégrader. Aujourd'hui ça suffit, il est temps de se faire entendre, de se rendre visibles, de dire notre colère face à ce gouvernement qui nous ignore et nous maltraite !

C'est pourquoi nos organisations syndicales, CGT Éduc'action, SNFO-ASEN et SGEN-CFDT, appellent tous les personnels sociaux de l'Éducation nationale (service social en faveur des élèves, service social en faveur des personnels et service social en faveur des étudiant·es), à **une journée de grève le 19 mars.**

Pourquoi le 19 mars ?

Parce que ce jour est aussi celui d'un appel à la grève dans l'ensemble de la Fonction publique, parce que cette journée est aussi celle de la journée mondiale du travail social, parce qu'un groupe de travail auquel participent les organisations syndicales a lieu au ministère le 22 mars concernant des revalorisations des personnels sociaux et parce que la grève est aussi le moyen de se rendre visibles auprès de notre hiérarchie. Nous avons donc demandé lors de l'intersyndicale du 5 février d'appeler dans l'unité à cette journée en proposant qu'avant ou

après les manifestations de toute la Fonction publique, l'ensemble de nos organisations syndicales appellent les personnels des services sociaux de l'Éducation nationale à se regrouper non seulement pour se rendre visibles mais aussi pour porter les revendications communes au ministère de l'Éducation nationale.

Les corps des personnels sociaux de l'Éducation nationale sont des corps interministériels, c'est donc le ministre de la Fonction publique et lui seul, qui peut décider d'une revalorisation de notre grille indiciaire, l'une des principales revendications.

Mais cette revendication n'est pas la seule, nous exigeons :

- l'attribution du Complément de Traitement Indiciaire (Ségur) immédiatement (49 points d'indice soit une augmentation de 189 euros nets/mois) ;
- l'ouverture sans délai des négociations sur une véritable Catégorie A dont relève notre formation d'assistant·es social·es et A+ pour les conseiller·ères techniques avec les ministères de la Fonction publique et de l'Éducation nationale ;
- les créations de postes nécessaires au fonctionnement des services et la création d'un 4^{ème} service social en faveur du 1^{er} degré ;
- l'intégration de l'IFSE au traitement ;
- la promotion automatique dès lors que les conditions réglementaires sont réunies et de manière transitoire des taux de promotions significativement augmentés pour permettre un déroulé de carrière rapide sur deux grades pour toutes et tous sans notion de mérite.

La notion de mérite si chère à monsieur Guérini, ministre de la Transformation et de la Fonction publique, qui a pour objectif de faire du mérite l'un des critères principaux d'avancement et de rémunération avec l'ancienneté. C'est alors la casse du statut de fonctionnaire, une opposition directe au principe même des grilles indiciaires, c'est l'inégalité de traitement entre les fonctionnaires, c'est le creusement des inégalités entre les femmes et les hommes, c'est l'individualisation des salaires.

**Alors faisons de cette journée une journée qui fera que
le gouvernement ne sera pas prêt de nous oublier !
Retrouvons-nous pour des rassemblements spécifiques
des personnels sociaux de l'Éducation nationale.
Rejoignons également tous les personnels de la
Fonction publique lors des manifestations sur tout le
territoire !**